

Entretien avec Paul Ricœur, mené par Frédéric Lenoir, publié dans l'Express du 23 juillet 1998 sous le titre

« Il y a de la vérité en dehors de chez soi »

Question : *Vous avez toujours observé avec attention ces deux ressorts essentiels de la vie sociale que sont le religieux et le politique. Quels rapports entretiennent-ils entre eux aujourd'hui?*

Paul Ricœur :

Nous sommes sortis d'un système de pensée que l'on peut appeler "théologico-politique": le discours religieux et les institutions religieuses servaient de caution au politique. Le lien social, ce n'est pas simplement un lien horizontal - celui du "vouloir-vivre ensemble" - c'est aussi un lien vertical, d'autorité. Or l'autorité pose un problème de légitimité. Max Weber disait que l'Etat se définit par le "monopole de la violence légitime". D'où vient la légitimation? Dans l'ancien système théologico-politique qui a, au fond, dominé l'Europe jusqu'à la Révolution française, il y avait échange de bons procédés entre les deux sphères: l'Etat offrait sa force et donc sa violence; et l'Eglise offrait la légitimation, l'onction. C'est ce système qui s'est écroulé. D'un côté, le religieux a perdu la sanction de la puissance publique. De l'autre, le politique est obligé de se reconstruire sans légitimation religieuse. Chacun est nu. Et je dirai tout de suite que je m'en réjouis.

Question : *Aujourd'hui, le monde religieux et le politique auraient donc des destins non seulement distincts, mais éventuellement conflictuels?*

P. Ricœur : Prenons d'abord le destin de la religion. Mon analyse est très kantienne. La philosophie de la religion, selon Kant, se pose par rapport à la question du mal radical et tourne autour de trois thèmes. D'abord, le religieux apporte une symbolique qui fonde un imaginaire spécifique. Ensuite, au symbolique se lie la croyance: croire à la parole d'un autre, qui témoigne du symbolique. Enfin, et c'est là que le recoupement avec le politique va être le plus sensible, le religieux s'exprime à travers une communauté, une *ecclesia*, un rassemblement autour du symbole fondateur. Aujourd'hui, par la perte du pouvoir des Eglises, nous sommes rendus à ce que j'appelle la nudité, non seulement d'un symbole, d'une croyance, mais aussi d'une communauté, qui n'a plus d'autre fonction que d'être une entraide mutuelle, dans le partage du symbolisme et de la croyance.

Question : *Qu'est-ce que la communauté des croyants pourrait apporter, aujourd'hui, à la communauté humaine?*

P. Ricœur : Personnellement, je crois de plus en plus que la grande question qui doit travailler cette communauté de croyants, c'est: comment libérer le fond de bonté de l'homme? Il y a tellement de malheur, de désespérance, de violence, qu'il faut rassembler tous les petits

bonheurs et tous les signes de bonté. Contre une tradition de culpabilisation, ne faudrait-il pas essayer de libérer la bonté? C'est peut-être là, dans un langage qui reste encore kantien, la réplique au mal radical: sortir du mal radical, c'est découvrir le fond de bonté qui n'a jamais été complètement effacé par le mal.

Question : *Prenons l'autre volet: le politique. S'il n'est plus fondé dans le religieux, comme vous le constatez, où trouve-t-il alors sa légitimité?*

P. Ricœur : Dans un contrat. On peut, ici encore, parler de nudité, au vu de la pauvreté symbolique de ce lien social. Il ne peut être que procédural. Comme une version politique du Code de la route. Sans ce contrat qui fonde un ordre, on se tuerait mutuellement. Hobbes avait parfaitement vu cela: le problème du politique, c'est d'éliminer la peur de la mort violente. Chez Machiavel, il s'agit de la crainte de l'instabilité: on cherche à donner aux institutions une durée plus longue que celle de la vie humaine.

Question : *Comment un ordre contractuel peut-il garantir la pérennité? Un contrat peut toujours être remis en question...*

P. Ricœur : Nous n'avons pas trouvé d'autre solution que de nous doter de règles pour consulter le peuple. La fonction d'une Constitution, c'est de distribuer les pouvoirs et de rendre possible le contrôle par le peuple. Qu'est-ce que la politique, si ce n'est un système de distribution du pouvoir à partir d'un corps de citoyens? Telle est dès lors la question: comment faire sortir un lien hiérarchique, donc vertical, d'un lien réciproque, mutuel, horizontal? Comment faire sortir l'autorité du vouloir-vivre ensemble? C'est cela, l'équation fondamentale du politique.

Question : *Et quelle est aujourd'hui la réponse?*

P. Ricœur : N'ayant plus de fondement religieux, transcendant, le pouvoir politique ne peut être qu'auto-fondé, et donc toujours mal fondé. En fait, un lien hiérarchique ne peut émerger d'un lien mutuel. On ne peut que le justifier après coup, avec un argument *sine qua non*: s'il n'existait pas, on retournerait au meurtre. Il vaut mieux une autorité, même si sa légitimité est faible, que de s'entre-tuer.

Question : *Après la complicité médiévale, après les querelles des Lumières, peut-on imaginer une relation nouvelle, moderne, des deux mondes, le religieux et le politique?*

P. Ricœur : Repartons de nos deux points: du côté du religieux, le noyau symbolique; et du côté du politique, le concept d'autorité, qui est actuellement réduit à un squelette, à une règle du jeu minimaliste et procédurale, avec une grande pauvreté symbolique. Autant un système rationnel de légitimité peut être convaincant, autant son potentiel de recevabilité est sans force. C'est là, à mon sens, que le religieux postmoderne peut retrouver un nouveau rôle: en fondant une symbolique non plus sur le pouvoir, mais sur l'imagination.

Question : *Vous voulez dire: sur une sorte de réenchâtement...*

P. Ricœur : Oui, j'accepte le mot. Je voudrais faire une proposition, à laquelle je tiens beaucoup: la démocratie ne pourrait-elle, aujourd'hui, puiser dans les ressources des communautés religieuses? En France, les guerres de Religion sont terminées. Le conflit entre laïques et croyants également. Hommes religieux, agnostiques, athées, nous pourrions être, tous ensemble, les cofondateurs de la démocratie moderne qui appelle, pour être forte et vivante, une symbolique partagée.

Question : *Mais comment?*

P. Ricœur : Cela ne peut se faire que dans une société du type "consensuel-dissensuel". Je m'explique: le consensus sur la règle du jeu de la démocratie est soutenu - presque paradoxalement - par un dissensus permanent entre les différents systèmes de croyance. Nous sommes, en quelque sorte, des survivants des guerres de Religion. Ce qui fut la guerre est devenu la confrontation. De la qualité de la discussion dans la société civile dépendra cette nouvelle contribution du religieux au politique.

Question : *Vous vous situez ainsi dans la continuation des travaux de philosophes comme John Rawls et Jürgen Habermas, qui parlent de la confrontation des valeurs et d'une éthique de la discussion.*

P. Ricœur : Certainement. Et je garde de Rawls deux idées récentes. Tout d'abord, ce qu'il appelle le "consensus par recoupement": les différentes confessions - religieuses ou non religieuses - ne sont pas étanches les unes aux autres, elles se recourent, et ce sont ces zones de recoupement qui entrent dans le processus de co-fondation d'une nouvelle démocratie. Le deuxième concept, c'est celui de "désaccord raisonnable": nous acceptons que nos visions du bien diffèrent les unes des autres. Il s'agit d'incorporer le différend.

Question : *Cela rappelle la notion de tolérance que les philosophes avaient développée au XVIIIe siècle.*

P. Ricœur : Il nous faut aujourd'hui aller plus loin que les philosophes des Lumières: ne pas simplement "tolérer", "supporter" la différence, mais admettre qu'il y a de la vérité en dehors de moi, que d'autres ont accès à un autre aspect de la vérité que moi. Accepter que ma propre symbolique n'épuise pas les ressources de symbolisation du fondamental.

Question : *C'est peut-être plus facile à exprimer et à vivre pour un protestant comme vous ou pour un bouddhiste. Mais pour un juif, pour un catholique ou un musulman, convaincu de détenir la Vérité?*

P. Ricœur : Je crois que ce que j'exprime là n'est pas sans écho dans ces diverses religions, notamment dans le catholicisme, où il existe une théologie des religions. Quand le pape réunit à Assise, en 1986, les représentants de toutes les religions afin de prier pour la paix, il pense certainement qu'il y a des vérités dans ces religions. Je crois que même le dogmatisme le plus extrême n'est pas aujourd'hui complètement insensible à l'idée qu'il y a de la vérité ailleurs que chez soi.

Question : *A l'exception de l'intégrisme, qui n'accepte pas cette idée.*

P. Ricœur : Tout à fait. Intégrisme veut dire intégralité. J'ai l'intégralité de la vérité. C'est la continuation des guerres de Religion.

Question : *Vous dites que le religieux peut redonner de la symbolique au politique. Mais cela ne peut se faire, aujourd'hui, que par le biais des individus privés.*

P. Ricœur : Dans les trois moments du religieux - le symbolique, la croyance et la communauté - il ne faut pas s'arrêter au deuxième stade et oublier, comme on le fait trop souvent aujourd'hui, la dimension communautaire. Croire, c'est croire ensemble. Ce n'est pas parce qu'il a, jadis, trop envahi la sphère publique que le religieux doit aujourd'hui être totalement restreint à la sphère privée. La société civile, c'est aussi ce que Hannah Arendt appelait l' "espace public". La religion en fait partie et elle doit se manifester à travers tous les droits que confère la Constitution: le droit d'expression, le droit de réunion même le droit d'enseigner. Elle n'est pas destinée à être enfermée dans le cœur des individus.

Question : *De quelle manière le discours religieux peut-il alors s'exprimer dans la discussion publique? Par les débats d'éthique?*

P. Ricœur : Prenons l'euthanasie, en tant que droit de mourir dignement. Dans les comités d'éthique, nous recherchons justement ces lieux de consentement par recoupement. Et, sur cette question, il n'y a pas tellement de différence entre croyants et non-croyants, parce qu'ils se rejoignent sur la notion de dignité. Certains craindront les abus de l'euthanasie, et seront beaucoup plus réticents. Un tempérament rationaliste sera peut-être plus audacieux. Un esprit religieux sera peut-être plus sensible au fait que la vie nous est donnée, nous est ôtée, et qu'il ne faut pas rêver de la maîtriser totalement. Mais, s'il y a parfois des oppositions, elles ne recourent pas - en tout cas - les appartenances religieuses. Et elles sont l'objet d'une discussion publique et d'une négociation.

Question : *Au fond, vous vous félicitez que le religieux ait quitté la sphère politique, mais vous affirmez qu'il ne doit pas abandonner la sphère publique!*

P. Ricœur : Exactement. D'ailleurs, je dirais qu'un des aspects de la démocratie contemporaine - outre la pauvreté symbolique du lien entre les membres de la communauté - c'est aussi la pauvreté de la discussion publique. Ce qui manque en France et dans d'autres pays, pour fortifier la démocratie et la citoyenneté, c'est l'existence d'un débat éclairé. Chacun a non seulement le droit à la parole, mais aussi le devoir de donner le meilleur argument, d'écouter celui de l'autre, et de chercher le consensus. Il faut apprendre à distinguer entre ce qui est plausible et ce que l'on tient pour vrai. Le plausible, c'est ce qui est digne d'être plaidé. Il faut admettre qu'il y a du plausible chez mon contradicteur: ce qu'il dit n'est pas idiot. C'est ce que nous sommes en train d'apprendre à l'égard de l'islam. Il y a l'islam des tueurs, on ne peut rien en faire. Mais il y a aussi un islam éclairé - encore minoritaire - avec des gens qui acceptent le jeu démocratique de la discussion. L'islam est sur le chemin que le christianisme, de bon gré ou de mauvais gré, a parcouru. Il lui faudra, dans sa propre tradition, produire l'équivalent de notre fin du théologico-politique. Encore faut-il que nous reconnaissons, nous

aussi, cet effort, peut-être en y contribuant, en construisant des mosquées, en autorisant les écoles privées, bref en donnant à l'islam les mêmes droits d'accès à la sphère publique que les institutions chrétiennes.

Question : *Dans les limites de la laïcité, quand même? Etes-vous favorable au port du foulard, de la croix ou de la kippa à l'école?*

P. Ricœur : Par tempérament, je ne suis pas favorable aux signes ostentatoires. Mais, dans la laïcité, les élèves ont-ils le même devoir de neutralité que les enseignants? Les enseignants représentent l'instance publique. Les élèves viennent de la société civile. Ils sont tenus à des règles de respect mutuel. Je ne suis pas sûr qu'ils soient tenus aux mêmes règles d'abstention que les enseignants. Il faut distinguer la laïcité d'Etat - l'Etat ne professe aucune religion et ne doit subventionner aucun culte - qui est une laïcité d'abstention, de la laïcité de la société civile, qui est l'éthique de la discussion, c'est-à-dire la confrontation sincère des convictions, selon des règles. C'est sans doute par ce biais-là que nous pourrions inventer une nouvelle harmonie démocratique.